

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Laos

Une voie ferrée bâtie vers la Chine, sur une montagne de dettes

Le Laos a construit une voie de chemin de fer qui rejoint Kunming, en Chine, grâce à d'énormes prêts chinois. Le problème sera ... • (Page 08)

Brexit

Signature de l'accord de libre-échange entre Londres et Canberra

Le Royaume-Uni a signé jeudi l'accord de libre-échange ... • (Page 08)



Togo / Campagne agricole 2021-2022

• (Page 03)

La commercialisation du café/cacao rendue officielle



Economie togolaise

• (Page 04)

Un taux de croissance estimé à 5,3% en 2021

Journée Internationale

Le 18 mai pour célébrer la femme dans le secteur maritime

L'Organisation Maritime Internationale (OMI) définit le 18 mai de chaque ... • (Page 02)

Sakinatou SIDI, Dq/SGI Bénin

« Renforcer la culture boursière au niveau des populations »

L'animation du marché financier dépend de divers acteurs dont les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)... • (Page 05)

Afrique

Investir dans des routes résilientes au climat

Les infrastructures routières actuelles de l'Afrique ne couvrent que 17% des besoins de transport du continent. Cependant, selon Olufunso ... • (Page 06)

Fêtes de fin d'année au Togo

Les ressortissants chinois au chevet des enfants vulnérables

L'ambassade de Chine et les ressortissants de Chine au Togo ont fait ce lundi 20 ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

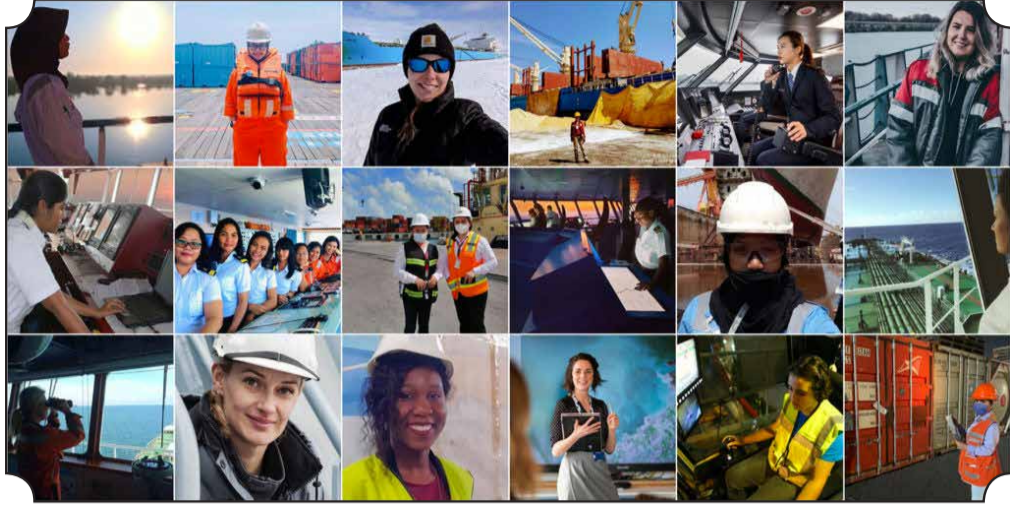
togsetif@gmail.com
www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Journée Internationale

Le 18 mai pour célébrer la femme dans le secteur maritime

L'Organisation Maritime Internationale (OMI) définit le 18 mai de chaque année en tant que Journée Internationale des Femmes dans le Secteur Maritime.



• Crédits photos : IMO

• Joël YANCLO

La Journée Internationale des Femmes dans le Secteur Maritime sera célébrée le 18 mai de chaque année. Cette résolution a été adoptée lors de la 32e session de l'Assemblée de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) qui s'est tenu du 6 au 15 décembre 2021. Chaque année, la journée du 18 mai sera l'occasion de célébrer les femmes dans le secteur et vise à promouvoir le recrutement, le maintien et l'emploi durable des femmes dans le secteur maritime. Elle vise également à mieux faire connaître les femmes dans le secteur maritime, à renforcer l'engagement de l'OMI à l'égard de l'objectif de développement durable n°

5 des Nations Unies (Égalité des sexes) et à soutenir les travaux visant à remédier au déséquilibre actuel entre les sexes dans le secteur maritime. La résolution invite les États membres de l'OMI, l'industrie maritime et tous les autres acteurs du secteur maritime à promouvoir et à célébrer la Journée internationale des femmes dans le Secteur Maritime de manière appropriée et significative. Le Secrétaire Général de l'OMI, Kitack Lim, a déclaré : « Cette journée des femmes dans le secteur maritime contribuera aux efforts déployés pour atteindre l'objectif de développement durable n° 5 relatif à l'égalité des sexes. C'est une action qui s'inscrit parfaitement dans le prolongement du thème de 2019 sur l'autono-

misation des femmes dans la communauté maritime et de la résolution de l'Assemblée adoptée en 2019. Je me réjouis que les États membres se soient associés à l'appel à la réalisation d'un environnement sans obstacles pour les femmes, afin que toutes les femmes puissent participer pleinement, en toute sécurité et sans entrave aux activités de la communauté maritime, y compris aux activités maritimes et à la construction navale. « La proposition d'instaurer une Journée Internationale des Femmes dans le Secteur Maritime a été approuvée par le Comité de Coopération Technique (CT) de l'OMI en septembre 2021, puis entérinée par le Conseil de l'OMI en novembre 2021.



AUX DECIDEURS...

Omicron et immunité

Les scientifiques travaillent sans relâche pour mieux comprendre la variante Omicron. Partout dans le monde, des pays ont imposé des interdictions de voyager pour atténuer la propagation.

Des scientifiques sud-africains ont annoncé pour la première fois avoir identifié une nouvelle variante le 25 novembre 2021. Depuis lors, les cas de COVID ont augmenté de façon exponentielle et l'Afrique du Sud est entrée dans une quatrième vague.

Des scientifiques du Centre d'excellence sud-africain DSI-NRF en modélisation et analyse épidémiologiques et de l'Institut national des maladies transmissibles ont parlé à The Conversation Africa de leurs conclusions, qui sont présentées dans un document pré-imprimé.

Les principales conclusions portent sur le risque de réinfection. Une réinfection est définie comme un test SARS-COV-2 positif plus de trois mois après un test positif précédent. Nous avons constaté que le risque relatif de réinfection était beaucoup plus élevé (au moins 3 fois) avec la variante Omicron qu'avec les variantes Beta et Delta.

Des preuves suggèrent que la variante Omicron est associée à une capacité accrue à échapper à l'immunité d'une infection antérieure. En revanche, il n'y a aucune preuve épidémiologique à l'échelle de la population d'une évasion immunitaire accrue associée aux variantes bêta ou delta, par rapport au type original ou sauvage.

Cette découverte a des implications importantes pour la planification de la santé publique, en particulier dans des pays comme l'Afrique du Sud avec des taux élevés d'immunité contre une infection antérieure. Une étude visant à mesurer les infections antérieures a révélé que juste avant la troisième vague (en mai 2021), près de la moitié des donneurs de sang en Afrique du Sud avaient déjà été infectés.

Une autre étude, appelée PHIRST-C, qui a suivi les ménages au fil du temps a révélé que plus de 60 % des individus avaient été infectés à la fin août 2021. En raison de ce niveau élevé d'infection antérieure, combiné à une couverture vaccinale d'environ 40 % chez les adultes, une quatrième vague plus petite était attendue.

Mais, si le virus mute pour augmenter sa capacité à échapper à l'immunité naturelle - comme il semble l'avoir fait avec Omicron - les gouvernements ne peuvent pas se fier à l'immunité naturelle préalable pour estimer la taille des futures épidémies.

À ce stade, nous ne pouvons rien dire sur la gravité des cas avec Omicron - que ce soit en primo-infection ou en réinfection. Nous n'avons pas non plus d'informations sur le statut vaccinal des réinfections.

Une autre grande question sans réponse est de savoir si la protection contre les maladies graves et la mort sera affectée par une immunité réduite à la réinfection.

Plusieurs prépublications sont maintenant sorties suggérant qu'Omicron pourrait échapper à la neutralisation chez les personnes vaccinées qui n'avaient pas également eu d'infection antérieure. Ces résultats pourraient aider à expliquer le grand risque de réinfection. Les premiers résultats de laboratoire portant sur des tests pour mesurer l'immunité à base de lymphocytes T, d'un autre côté, prédisent qu'une protection substantielle contre les maladies graves et la mort peut subsister.

Les résultats étaient basés sur l'analyse des données de surveillance collectées en Afrique du Sud entre le 04 mars 2020 et le 27 novembre 2021.

Sur la base des données utilisées dans cette étude, nous ne pouvons rien dire sur les implications de cela. Nous espérons que les vaccins auront une efficacité similaire contre les maladies graves avec Omicron que contre d'autres variantes.

Même avec la nouvelle variante, les principales mesures préventives que les individus peuvent prendre restent le port du masque, la distanciation sociale, l'amélioration de la ventilation et la vaccination. Pendant la période des fêtes, il est particulièrement important d'éviter les grandes foules, surtout à l'intérieur. Jusqu'à ce que nous ayons une meilleure compréhension de cette variante, il est préférable de ne pas se réunir avec des groupes d'amis, mais si vous le faites, veuillez le faire à l'extérieur.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Campagne agricole 2021-2022

La commercialisation du café/cacao rendue officielle

Kpalimé, localité située à 120 km au Nord-ouest de Lomé, a abrité le 23 décembre 2021, le lancement officiel de la campagne 2021-2022 de la commercialisation du café et du cacao.

• Eyram AKAKPO

Organisée par le Conseil interprofessionnel des filières café et cacao du Togo (CICC-Togo), cette cérémonie de lancement de la campagne de commercialisation a vu la participation de plusieurs autorités administratives dont le ministre en charge du commerce Kodjo Adédzé. En effet, le gouvernement togolais a toujours accordé une attention particulière à la filière café/cacao. Dans la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, des objectifs précis sont assignés au secteur notamment l'amélioration des rendements de la productivité et le renforcement des industries de transformation agro-alimentaire. Ainsi, le niveau de la production a considérablement augmenté. Le café est passé de 17.934 tonnes en 2016, à 23.713 tonnes en 2020 et le cacao

de 11.787 tonnes à 17.084 tonnes sur la même période. Pour le secrétaire général du comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), Enselme Gouthon, « pour rendre durable et sécurisé ce secteur d'activité, il faut tout faire pour organiser mieux la transformation pour la consommation locale. Toutes ces dispositions sont prises par l'autorité pour encourager et encadrer la transformation de ce que nous produisons. » « Nous consommons malheureusement ce que nous ne produisons pas et nous produisons ce que nous ne consommons pas. Il s'agit maintenant de consommer ce que nous produisons d'où l'intérêt de promouvoir la transformation et la consommation de tous ces produits. Donc faire évoluer les mentalités puisque la consommation du cacao à travers le chocolat n'est pas dans les habitudes, le café aussi non



plus, maintenant nous avons commencé à financer et à promouvoir la consommation de tous ces produits », a-t-il ajouté. Afin de capitaliser les acquis, s'engager à surmonter les points faibles de ses deux filières, et s'inscrire définitivement dans le plan stratégique Togo 2025, le CCFCC, en collaboration avec les autres acteurs, a pris

soin au cours du mois de septembre dernier, de sélectionner une équipe de consultants expérimentés pour l'élaboration d'un Plan national de développement des filières café et cacao. Il s'agira de réaliser à travers une étude diagnostique, l'état des lieux des filières café et cacao au Togo en prenant en compte tous les maillons de la chaîne de valeur de chaque filière, et d'élaborer pour chacune de

ces filières, un plan national de développement intégrant les aspects production, transformation, commercialisation et consommation locale. Après élaboration, ces deux plans de développement seront validés par les acteurs et guideront nos actions futures. Le président de la CICC-Togo, Chardey Kokouda, a pour sa part, au nom des producteurs remer-

cié le ministre Kodjo Adédzé pour sa présence et sa lutte pour la promotion de la filière café cacao au Togo. Il a par ailleurs exhorté le gouvernement à créer la loi de l'interprofession pour permettre au secteur de se développer davantage. Lancement officiellement la campagne de commercialisation, le ministre du commerce a félicité les producteurs pour l'énorme sacrifice qu'ils ne cessent de consentir « en ces temps particulièrement difficile de crise sanitaire liée à la covid-19. » Il faut souligner que le 16 décembre dernier, le Togo via le Comité de coordination pour les filières café cacao (CCFCC) a participé à l'édition 2021 du concours "Cocoa of Excellence 2021" qui s'est tenue à Rome en Italie. Trois variétés de cacao Made in Togo, ont été récompensées par deux médailles d'or et une de bronze.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	
		Populationdata	
Chiffres clés			
Valeur		Sources	
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC	
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata	
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC	
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO	
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI	
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD	
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF	
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's	
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata	

Economie togolaise

Un taux de croissance estimé à 5,3% en 2021

La quatrième et dernière session de l'année du Conseil national de crédit au Togo s'est tenue, jeudi 23 décembre 2021 par visioconférence. La séance présidée par l'argentier national, Sani YAYA, a constaté, selon les dernières estimations effectuées en août 2021 que le taux de croissance se situe à 5,3% en 2021.

● Joël YANGLLO

Comme indiqué lors de la session précédente, les dernières estimations effectuées en août 2021 situent le taux de croissance économique à 5,3% en 2021, contre 1,8% en 2020, dans un contexte de maîtrise du taux d'endettement public. Notre préoccupation majeure dans cette phase de reprise de l'activité économique concerne la dynamique haussière du niveau général des prix », a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, à l'ouverture de la quatrième et dernière session de l'année du Conseil national de crédit (CNC). Kossi TENOU, directeur national de la BCEAO (Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest) a pris part à cette session, qui se déroulait par visioconférence. Étaient à l'ordre du jour de cette réunion, le projet de rapport du Conseil National de Crédit (CNC) relatif à la situation économique, monétaire et du système bancaire et financier au titre de l'année 2021 ; ainsi que la qualité des services financiers au Togo à fin septembre 2021. Avant de rentrer dans le vif du sujet de cette session, le ministre Sani YAYA a évoqué quelques points importants notamment la situation économique, le financement de l'économie, l'aboutissement du processus de privatisation de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTIC). A en croire l'argentier national, pour la première fois depuis 10 ans, le taux d'inflation moyen a atteint un niveau exceptionnel de 4,1% au terme des neuf premiers mois de l'année 2021. Une évolution imputable selon lui au renchérissement de certains produits alimentaires, en raison de l'insuffisance de l'offre sur les marchés et à la hausse des prix des produits importés, en liaison avec les perturbations dans les chaînes d'approvision-



● L'argentier national, Sani YAYA

nement. « Nous espérons qu'il s'agit d'un phénomène passager. Car, comme vous le savez, une hausse continue des prix dilue le pouvoir d'achat des ménages, décourage l'épargne et l'investissement. Ce qui, en retour, pourrait avoir un impact négatif sur la croissance économique », a souligné M. YAYA. Le gouvernement a pris des mesures pour inverser la courbe. S'agissant du financement de l'économie et de l'évolution du secteur financier, il y a eu des évolutions positives. Et le ministre de citer la forte progression des nouveaux concours bancaires à l'économie, le maintien des concours bancaires à l'État, essentiellement à travers l'acquisition des titres publics, l'offre de services de proximité par les banques et la digitalisation accrue des services. Sani Yaya s'est également félicité de l'évolution satisfaisante des indicateurs d'inclusion financière. Le taux de bancarisation est de 89% en 2020, soit 10 points de mieux que l'année précédente.

Des défis à relever

Néanmoins plusieurs défis restent à relever. D'abord, la baisse des taux d'intérêt débiteurs pratiqués par les banques. Avec un niveau de 7,6%, en moyenne, sur les trois premiers trimestres de 2021, le taux d'intérêt débiteur moyen demeure élevé par rapport à la moyenne sous-régionale qui est de

7,2% sur la même période. Ensuite, l'amélioration du financement des secteurs de l'agriculture et de l'habitat, une mobilisation plus accrue de ressources par les Petites et Moyennes Entreprises à travers le dispositif PME, l'amélioration de la qualité du portefeuille de crédit des banques et des systèmes financiers décentralisés. M. YAYA a demandé un renforcement de la qualité d'accueil dans certaines agences bancaires. « Il a été constaté un accueil froid et discourtois, un manque d'écoute ou de considération des clients, qui engendrent, très souvent, des situations conflictuelles ou de mauvaises perceptions de la qualité des services fournis par ces banques. Ces pratiques n'honorent pas la profession bancaire », a-t-il souligné. A travers cette interpellation, il s'avère important que les banques doivent être au premier plan pour corriger cet état de fait. Le CNC est un observatoire des évolutions économiques du Togo qui se réunit quatre fois par an. Il rassemble les représentants du secteur bancaire et de la micro finance, ceux du ministère de l'Economie et des Finances, de la BCEAO, du patronat, de la Chambre du commerce et des associations de consommateurs, notamment.

Togo

Le variant Omicron représente désormais 25% des nouvelles contaminations

Le variant Omicron est désormais bien présent au Togo, et constitue à ce jour le quart des nouveaux cas de Covid-19 recensés, selon la Coordination nationale de gestion de la riposte contre le virus (CNGR) lors de son point de presse hebdomadaire ce mercredi.

Le variant Omicron est là, et le séquençage a montré qu'il représente 25 % des cas, il est plus contagieux que l'ancien variant Delta. Nous sommes passés de 2,5% de positivité (nombre de résultats positifs sur 100 tests effectués, ndlr) pour arriver à 12,5% de positivité », a indiqué le Col. Djibril Mohaman, qui dirige la CNGR. La nouvelle souche, plus contagieuse que le variant Delta, alimente désormais une nouvelle hausse des cas positifs au Togo, plusieurs semaines d'accalmie après la fin de la "vague Delta". « Pour ce qui est de cette semaine, nous avons noté du 15 au 21 décembre, 469 cas, contre 117 la semaine d'avant, et 61 une semaine en arrière. Comme corollaire, nous avons noté cette semaine 3 décès », a ajouté le patron de la CNGR. qui appelle dans le même temps, les populations à se faire vacciner, pour réduire l'impact du virus.

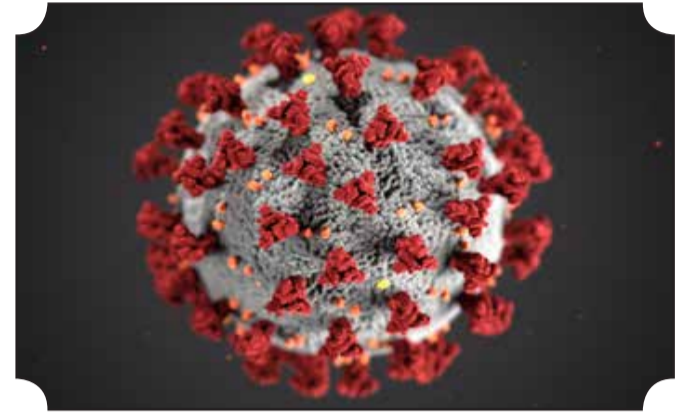
Virus plus contagieux, mais maladie moins sévère?

ANVT

Le Togo récompense ses volontaires

Le Togo à travers l'Agence nationale du volontariat (ANVT) a récompensé ses meilleurs volontaires de l'année 2021. La cérémonie présidée par la ministre du développement à la base, Myriam Dossou D'Almeida, a permis de déclarer Mlle Yendoubouame Tchitchibdja meilleur volontaire de l'année.

La compétition lancée en août dernier, et qui en est à sa sixième édition, a permis aussi de récompenser 09 autres lauréats. La ministre n'a pas manqué de féliciter les vainqueurs et "tous les jeunes volontaires qui jouent un rôle crucial dans l'appui aux couches les plus vulnérables". En effet, mis sur pied pour promouvoir un volontariat de qualité, le concours vise à mettre en lumière les acteurs (volontaires) qui se sont le mieux illustrés au cours de l'année à



Notons cependant que si le nouveau variant est beaucoup plus contagieux que les précédents, tirant une nouvelle hausse rapide et globale des cas positifs dans le monde, la souche serait néanmoins moins mortelle que ses prédécesseurs. Ainsi, selon une étude non encore validée par les pairs, de l'Institut national des maladies transmissibles (NICD) d'Afrique du Sud (pays où a été en premier séquençé et identifié le variant Omicron), les premières données montrent une situation plutôt optimiste, avec un variant qui entraîne 80% moins d'hospitalisations que son prédécesseur. Il en est de même pour des études préli-

minaires anglaises, qui suggèrent le tableau d'un virus plus contagieux, mais provoquant des formes de maladie bien moins sévères (avec légers et ressemblant notamment à des gripes). Dans le même temps, plusieurs experts s'inquiètent tout de même que la forte transmissibilité d'Omicron entraîne, de manière mécanique, des formes graves plus nombreuses. A ce jour, le Togo a distribué 2,29 millions de doses de vaccins Covid-19, représentant 28,4 doses pour cent habitants, et 11,5 % de la population vaccinée à deux doses.

Avec Togo First



travers leurs actions au sein des communautés. L'initiative lancée depuis 2011 par le Gouvernement, a mobilisé en une décennie plus de 39 700 volontaires sur tout le

territoire, via ses différents programmes. Cette année le programme a par ailleurs été honoré et représenté à la Fête nationale de la France.

(Togo Officiel)

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Entretien avec la DG de la SGI Bénin, Sakinatou SIDI à propos des 25 ans de la BRVM

« Renforcer la culture boursière au niveau des populations »

L'animation du marché financier dépend de divers acteurs dont les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI). Dans cette interview, La directrice générale de la SGI Bénin, Sakinatou SIDI nous parle des impacts de la covid-19 sur le marché boursier, du bilan des 25 ans de la BRVM et les perspectives économiques pour le développement de la bourse régionale.

1- Veuillez nous dire madame la Directrice Générale de la SGI Bénin comment le secteur des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation vit la crise de la pandémie de covid. Comment se porte le Secteur des SGI au Bénin ?

Nous vous remercions pour l'intérêt porté à notre Secteur et le choix sur notre personne pour cet entretien.

En effet, les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation de l'UEMOA ont entre autres activités le courtage en valeurs mobilières, conseil en investissement, les opérations de levée de fonds, la gestion de portefeuille sous mandat, l'ingénierie financière etc. La crise sanitaire de la covid-19 a entraîné un arrêt de l'économie mondiale avec pour conséquence la contraction des activités des sociétés cotées à la BRVM. On a donc noté une prudence des investisseurs dans ce contexte.

A l'instar des autres SGI de l'UEMOA, celles du Bénin essaient de s'adapter à la situation engendrée par la crise sanitaire.

2- Qu'avez-vous fait pour atténuer ou contrer les effets de cette pandémie sur vos activités ?

Les mesures prises d'une part par les autorités du marché à savoir le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), la Banque Centrale et les Etats membres de l'UEMOA d'autre part, pour soutenir les entreprises et les ménages ont permis d'atténuer les effets de la crise et assuré la relance de l'économie. Ceci a entraîné la reprise progressive des activités d'investissements et les opérations de levée de fonds des SGI.

3- De quels appuis votre secteur a-t-il bénéficié de la part du gouvernement dans le cadre de la relance de l'économie post Covid ?

Notre secteur n'a pas encore reçu un accompagnement direct du Gouvernement. Mais nous demeurons confiants que les mesures d'accompagnement prises dans le cadre de la relance de l'économie permettront à coup de sûr aux ménages et aux entreprises d'investir sur le marché financier à travers les SGI.

4- La BRVM, selon nos informations aurait pris corps ici au Bénin il y a 25 ans. Vous seriez l'un des acteurs et/ou témoins de cette naissance. Dites-nous comment cela s'est passé ?

Soucieux de contribuer à la diversification du secteur financier, de mobiliser des ressources de long terme nécessaires au financement du développement et de favoriser l'intégration régionale, les Etats membres de l'UEMOA ont décidé de la création d'un marché sous régional pouvant répondre à ces attentes. C'est ainsi que le 18 décembre 1996 la BRVM a été portée sur les fonts baptismaux lors du Conseil des Ministres de l'Economie et des Finances de l'UEMOA tenu à Cotonou.

5- Pourquoi le choix de Cotonou pour la création de la BRVM et DC/BR ?

Le choix de Cotonou n'a pas une raison spécifique. Je dirai que c'est une situation naturelle. La création de ces deux structures du marché s'est faite au cours du Conseil des Ministres de l'UEMOA au Bénin.

6- 25 ans après la naissance de la BRVM à Cotonou, quels sont aujourd'hui les sentiments qui vous animent ?

Au vu de l'évolution du marché et des réalisations constatées nous sommes satisfaits de cet important outil d'intégration des économies. Avec l'appui des différents acteurs nous pensons que le marché a encore de beaux jours devant lui. La culture boursière est en train de prendre aussi corps avec de plus en plus de particuliers et sociétés qui placent une partie de leur



● La directrice générale de la SGI Bénin, Sakinatou SIDI

trésorerie sur le marché régional. Toutefois il reste à renforcer cette culture boursière au niveau des populations.

7- Comment entrevoyez-vous l'avenir de la BRVM ?

Nous pensons que dans les années à venir, la BRVM déjà en plein essor, sera un véritable levier économique et outil de financement du développement. D'importants chantiers de développement sont déjà en cours. A ce titre nous avons la création d'un troisième compartiment dédié au financement des PME, le projet d'interconnexion des marchés financiers, les études de faisabilité de création des produits dérivés qui interviendront dans la couverture des risques, le projet de mise en place du marché des matières premières, la bourse en ligne qui permettra aux investisseurs d'intervenir directement sur le marché etc.

8- Selon vous, les objectifs ayant conduit à la création de la BRVM ont-ils été atteints ?

Au regard du nombre de sociétés cotées et des ressources régulièrement levées aussi bien par les Etats membres de l'UEMOA que les entreprises, de même que l'arrivée de nouveaux acteurs (les collecteurs d'ordre, le listing sponsors, les apporteurs d'affaires, les sociétés de gestion) nous sommes à même de dire que les objectifs assignés au marché sont en bonne voie de réalisation. Les perspectives permettront de consolider davantage ces réalisations

9- Qu'avez-vous à dire sur la Gouvernance de la BRVM avec le Dr Edoh Kossi AMENOUNVE ?

C'est l'occasion de remercier tous les Directeurs généraux qui se sont succédés à la tête de la BRVM pour les prouesses accomplies et particulièrement le Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, l'actuel DG, pour son leadership et les innovations apportées au marché. La bourse en ligne est devenue une réalité dans l'UEMOA. La BRVM est de nos jours intégré aux marchés frontiers MSCI, aux indices MSCI et S & P Dow Jones. Ce qui permet de lui donner une visibilité à l'international et d'attirer davantage d'investisseurs.

10- Veuillez conclure cet entretien ?

La BRVM ambitionne être un outil efficace de développement économique et d'intégration régionale. Bons nombres de projets sont en cours de gestation afin d'assurer sa performance et l'amener à répondre plus efficacement aux besoins des Etats, des entreprises et des investisseurs.

Les acteurs du marché œuvrent aussi pour la digitalisation de leurs activités. Toute chose qui contribuera à l'essor de notre marché.

Nous vous remercions.

Afrique

Investir dans des routes résilientes au climat

Les infrastructures routières actuelles de l'Afrique ne couvrent que 17% des besoins de transport du continent. Cependant, selon Olufunso Somorin, responsable régional pour l'Afrique de l'Est de la Banque africaine de développement pour le changement climatique et la croissance verte, ce faible chiffre a quelques avantages. Il dit que l'écart présente une opportunité pour les pays africains de construire des routes résilientes au climat alors que les impacts du changement climatique deviennent de plus en plus prononcés.

● Nicole ESSO

Le Dr Somorin faisait partie de plusieurs experts représentant le gouvernement, les institutions de financement du développement, le secteur privé et les universités qui ont participé à une réunion virtuelle tenue du 6 au 8 décembre 2021 pour discuter des moyens de rendre les infrastructures routières africaines plus résilientes aux impacts du changement climatique. L'Autorité nationale des routes de l'Ouganda et l'Association mondiale de la route ont organisé le webinaire sur le thème Adaptation au changement climatique et résilience des réseaux routiers (dans les pays à revenu faible et intermédiaire). « L'Afrique est dans une situation de « désavantage positif » car seulement 17% des infrastructures routières nécessaires sur le continent ont été construites. Pour les 83 % de routes restantes à construire, il est possible de s'assurer qu'elles résistent à l'impact climatique actuel et projeté », a déclaré Somorin. Les discussions lors de l'événement de trois jours ont porté sur les défis, les opportunités et les innovations pour la construction d'infrastructures afin de résister à l'augmentation des événements météorologiques extrêmes sur le continent. Dans son allocution d'ouverture, M. Claude Van Rooten, président de l'Association mondiale de la route, a déclaré : « Heureusement, de nombreux pays se reconstruisent mieux après



la pandémie de Covid-19, en mettant l'accent sur une croissance inclusive et résiliente. Les routes permettent d'atteindre cet objectif et, par conséquent, elles devraient être construites de manière à la fois résiliente et contribuant à réduire les émissions de carbone grâce à la décongestion des véhicules », a-t-il déclaré. Le Dr Mark Rubarenzya, chef de la recherche et du développement à l'Autorité nationale des routes de l'Ouganda, a affirmé que la résilience doit être prise en compte au stade de la planification. « L'action doit commencer dès la planification pour garantir que les mesures d'adaptation et de résilience sont correctement intégrées dans la conception des routes et budgétisées », a-t-il ajouté. M. Vivian Depoues de l'Institute for Climate Economics a ajouté : « Les pays et les organisations devraient inclure des surprises telles que des événements météorologiques extrêmes et imprévus, qui pourraient causer d'immenses dommages. Des outils de planification appropriés devraient être développés pour faciliter une telle planification. Les participants ont largement convenu que la construction de routes

résilientes nécessitait la participation de différentes parties prenantes, notamment les ministères, les partenaires de développement, la société civile, le secteur privé et les communautés. M. Phil Paige-Green, un expert indépendant d'Afrique du Sud, a appelé à l'engagement des communautés dès la phase de planification des projets. « Ils doivent être informés des risques climatiques pour les infrastructures routières et de la manière dont ils peuvent contribuer aux interventions critiques de résilience requises », a-t-il noté. La Banque africaine de développement est un investisseur clé dans le développement des infrastructures routières à travers le continent dans le cadre de son objectif de pilier « Intégrer l'Afrique ». Au cours des 10 dernières années, la Banque a investi plus de 9 milliards de dollars dans les routes, finançant plus de 16 000 km de routes et facilitant le déplacement de plus de 100 millions de personnes. Les interventions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique sont fermement intégrées dans les conceptions du projet.



Projet Kigali Innovation City

Africa50 s'associe avec le Rwanda Development Board

Africa50, plateforme panafricaine d'investissement, s'est unie avec le Rwanda Development Board (RDB) pour faire avancer le projet Kigali Innovation City (KIC). Le protocole d'accord a été signé le 17 décembre 2021 à Kigali.

Les deux parties s'engagent ainsi dans un partenariat pour concevoir, financer, construire et exploiter le projet. « Nous sommes ravis du partenariat étroit entre Africa50 et le gouvernement du Rwanda qui nous a permis d'accélérer le développement du projet et de finaliser les activités de pré-développement nécessaires pour attirer d'autres acteurs du secteur privé pour codévelopper et cofinancer ce projet stratégique avec le gouvernement et Africa50 », a déclaré Clare Akamanzi, PDG de RDB. Pour sa part, Alain Ebobissé, PDG d'Africa50, a indiqué que « cet accord constitue une nouvelle étape importante qui souligne la capacité d'Africa50 à travailler en étroite collaboration avec ses actionnaires nationaux pour développer des projets prêts à investir ». Par ailleurs, Africa50 et le ministère des TICs et de l'Innovation du Rwanda ont dévoilé le plan



directeur urbain pour le développement du projet KIC. Les autorités rwandaises ont fait savoir que sa mise en œuvre commencera par la construction des infrastructures horizontales (routes, systèmes de drainage, éclairage public, passerelles, etc.).

Ambitions

KIC est un projet panafricain emblématique, dont la valeur finale pourrait approcher les 2 milliards USD. Il abrite déjà deux universités de classe mondiale – Car-

negie Mellon University Africa et Africa Leadership University. Une troisième université, le Centre de génie biomédical et de cybersanté de l'Université du Rwanda, est en cours de construction. KIC ambitionne de créer plus de 50 000 emplois et générer plus de 150 millions USD en exportations de produits et services TIC annuellement, tout en attirant plus de 300 millions USD d'investissements directs étrangers.

Avec financialafrik.com

Nigéria

De vieux conteneurs transformés en habitations

Pour résoudre la crise du logement au Nigéria, les architectes Dare Pius et Kayode Obasan transforment des conteneurs maritimes usagés en logements low-cost. Leur initiative est déjà à l'origine d'une quinzaine de constructions pour les entreprises et les familles.

Kontektur systems, entreprise du secteur des BTP au Nigéria, se spécialise dans des projets de constructions avec des conteneurs, couvrant l'évaluation des coûts, la conception, la construction et la gestion de projets immobiliers. L'entreprise est connue pour recycler de vieux conteneurs maritimes en logements. Elle se concentre sur la mise à disposition d'infrastructures durables et abordables à grande échelle, pour les espaces résidentiels et commerciaux (banques, entrepôts, bureaux mobiles, etc.). Ses constructions fonctionnent à l'énergie solaire. Dare Pius et Kayode Obasan, architectes et entrepreneurs, sont les fondateurs de Kontektur. Leur objectif est de proposer des méthodes alternatives de construction de maison, et la conversion de conteneurs d'expédition en maisons s'est avérée une solution appropriée face au déficit de logement. Ensemble, ils ont voulu diversifier leur offre après avoir constaté qu'ils n'offraient que des constructions classiques en béton, un modèle coûteux pour de nombreux Nigériens. Au Nigéria, l'accès au logement est de plus



en plus compliqué en raison de la croissance rapide de la population et de la pauvreté. Il y a un déficit d'environ 22 millions de logements dans le pays. L'augmentation du coût des matériaux de construction à base de béton a accru la demande en procédés de construction alternatifs, et le conteneur résout efficacement le problème du coût et du temps. Les conteneurs d'expédition ont pour particularité d'être assez solides, portables et faciles à construire. Ils sont moins coûteux et peuvent être construits très rapidement. Pour des conteneurs en bon état et adaptés à la construction d'une maison, les coûts moyens varient de 1 000 à 1 500 dollars. Ces coûts incluent le transport jusqu'au site et s'appliquent particu-

lièrement à la ville de Lagos et environs. En fonction de la taille et de la complexité du projet, les maisons en conteneurs d'expédition prennent quelques semaines ou quelques mois à être livrées. A ce jour, le duo d'entrepreneurs a conçu une quinzaine de constructions. Cependant, la plupart des États du Nigéria n'ont pas encore de réglementation concernant les logements-conteneurs. Certains considèrent qu'il s'agit de structures temporaires ne nécessitant pas de permis. Kontektur doit donc encore anticiper l'attribution de permis de construire et d'autres réglementations pouvant être introduites.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	149,55
Variation Jour	↓ -0,30 %
Variation annuelle	↑ 14,26 %

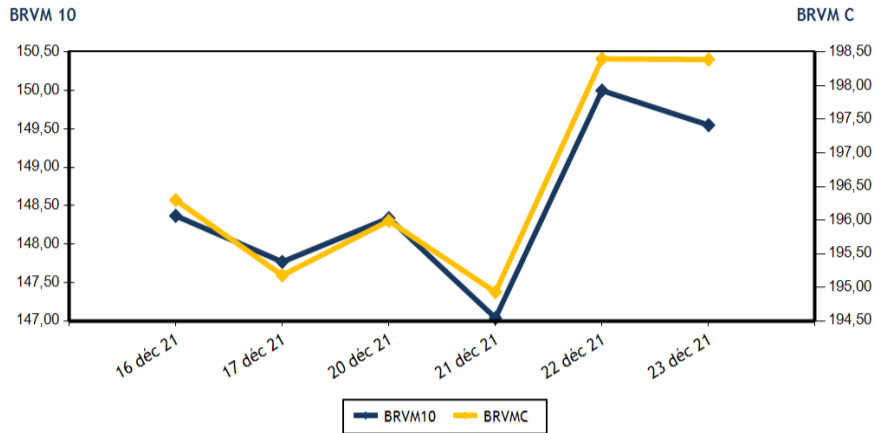


BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

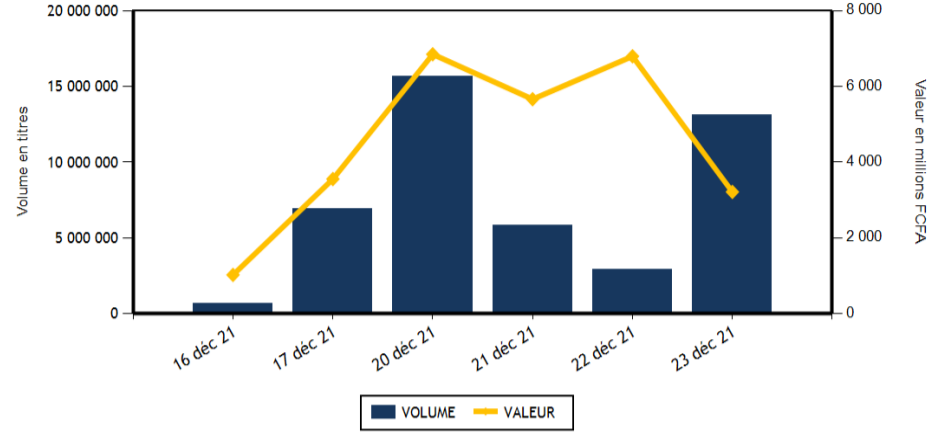
N° 246 jeudi 23 décembre 2021 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	198,39
Variation Jour	↓ -0,01 %
Variation annuelle	↑ 36,47 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 968 345 573 661	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	12 894 944	460,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 159 539 005	80,39 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	19	-20,83 %
Nombre de titres en baisse	13	160,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 243 774 150 853	-0,10 %
Volume échangé	200 500	-66,84 %
Valeur transigée (FCFA)	2 051 050 000	-66,65 %
Nombre de titres transigés	2	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	-
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	750	7,14 %	275,00 %
SAFCA CI (SAFC)	680	7,09 %	142,86 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	760	7,04 %	310,81 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	6 200	6,90 %	3,33 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	6 700	5,51 %	82,31 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	13	-7,14 %	0,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	875	-6,42 %	75,00 %
TOTAL CI (TTLC)	2 090	-4,57 %	31,45 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 900	-3,80 %	53,23 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 950	-3,42 %	-4,82 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	105,68	0,55 %	191,53 %	28 915	61 564 290	21,79
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	448,85	0,39 %	9,35 %	112 546	519 243 870	7,83
BRVM - FINANCES	15	74,05	-0,43 %	23,44 %	12 676 743	277 012 125	14,05
BRVM - TRANSPORT	2	589,91	-0,40 %	55,78 %	169	393 560	9,85
BRVM - AGRICULTURE	5	241,43	0,38 %	178,98 %	60 227	272 251 095	14,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	423,76	-0,31 %	87,15 %	15 023	28 150 125	27,12
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	869,89	4,44 %	151,78 %	1 321	923 940	4,08
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,72	
Taux de rendement moyen du marché	5,98	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,38	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	673 592,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 965 945 404,67	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	64,11	
Ratio moyen de satisfaction	97,89	
Ratio moyen de tendance	152,70	
Ratio moyen de couverture	65,49	
Taux de rotation moyen du marché	1,21	
Prime de risque du marché	1,39	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Laos

Une voie ferrée bâtie vers la Chine, sur une montagne de dettes

Le Laos a construit une voie de chemin de fer qui rejoint Kunming, en Chine, grâce à d'énormes prêts chinois. Le problème sera de rembourser, alors que la dette du pays est déjà abyssale.

Le Laos a inauguré en grande pompe en décembre une coûteuse voie ferrée le connectant avec la Chine, mais la fête risque d'être de courte durée, préviennent les analystes, inquiets des prêts chinois colossaux que le pays pauvre d'Asie du Sud-Est va devoir rembourser. La longue voie relie la capitale Vientiane à Kunming, dans le sud de la Chine. Des plans grandioses prévoient de la prolonger jusqu'à Singapour dans le cadre d'un futur réseau régional à grande vitesse. «Les rêves du peuple laotien sont devenus réalité», s'est félicité, lors de l'inauguration, le 3 décembre, le président Thongloun Sisoulith, prédisant «une nouvelle ère de développement d'infrastructures modernes» pour son pays isolé. Son homologue chinois Xi Jinping s'est même fendu d'une apparition vidéo pour présenter ses félicitations, le projet étant financé par des prêts consentis par Pékin dans le cadre de sa politique des «Nouvelles Routes de la soie» («Belt and Road»), lancée en 2013 pour accroître son influence économique.

La dette atteint les trois quarts du PIB

Les analystes, eux, craignent de sérieuses difficultés de remboursement pour le Laos, dont la dette s'élève désormais à 13,3 milliards de dollars (12,3 milliards de francs), soit près des trois quarts de son produit intérieur brut (PIB). Une situation susceptible d'aggraver la réputation



• La voie ferrée a été inaugurée en grande pompe et avec les mesures de protection dues au coronavirus.

REUTERS

d'«État satellite de la Chine» que traîne le pays, dont 47% de la dette est détenue par Pékin. Le gouvernement espère que la nouvelle ligne de chemin de fer deviendra rentable d'ici à 2027. Mais relier un petit marché de sept millions d'habitants à Kunming a «une logique commerciale limitée pour un chemin de fer aussi onéreux», avertit Jonathan Andrew Lande dans un rapport pour la Banque asiatique de développement. Le remboursement de la dette «accroîtra la pression» sur un gouvernement qui souffre déjà d'une «capacité limitée à augmenter les impôts», en raison de la pauvreté du pays, pronostique-t-il.

«Une dette cachée»

Selon AidData, un institut de l'université américaine William and Mary, dont l'ambition est de rendre le financement du développement dans le monde plus transparent, le montage mis en place pour financer le projet s'avère défavorable et risqué pour

le Laos. La voie ferrée est détenue par une coentreprise contrôlée à 70% par trois sociétés d'État chinoises et à 30% par une entreprise publique laotienne. Sur le coût total de 5,9 milliards de dollars (5,45 milliards de francs), 3,54 milliards ont été financés par des prêts consentis par la banque chinoise Eximbank, et 2,36 milliards par les fonds propres des partenaires. Mais pour apporter sa part de fonds propres (730 millions de dollars), le Laos a signé un prêt supplémentaire de 480 millions de dollars auprès d'Eximbank. Selon AidData, ce montage équivaut à une «dette cachée», qui rend «sans valeur» la part du Laos dans le projet ferroviaire. De plus, reste à savoir quel pays volerait au secours de cette structure au cas où elle se retrouverait en défaut de paiement, AidData soulignant le risque que le Laos se fasse lâcher par ses partenaires chinois.

(AFP)

Brexit

Signature de l'accord de libre-échange entre Londres et Canberra

Le Royaume-Uni a signé jeudi l'accord de libre-échange post-Brexit avec l'Australie, un compromis qui devrait lui ouvrir les portes de la région Asie-Pacifique, mais critiqué pour un bénéfice incertain et son impact environnemental.

L'accord «historique» ratifié lors d'une cérémonie virtuelle a fait l'objet d'un accord de principe en juin entre le Premier ministre britannique Boris Johnson et son homologue australien Scott Morrison, et «les négociateurs ont maintenant finalisé tous les chapitres», selon un communiqué du ministère britannique du Commerce international. Il s'agit du premier accord obtenu par Londres depuis sa sortie de l'Union européenne, effective depuis le 1er janvier, à ne pas être simplement un renouvellement ou une adaptation de ceux qui existent entre l'UE et d'autres pays. Le texte, qui sera soumis à l'examen des parlementaires à Westminster, doit générer «10,4 milliards de livres supplémentaires d'échanges commerciaux (...) en éliminant les droits de douane sur 100% de [leurs] exportations». Les échanges commerciaux entre les deux pays représentaient 13,9 milliards de livres en 2020, soit à peine plus de 1% du total des échanges commerciaux britanniques. L'accord établit «de nouvelles normes mondiales dans le numérique et les services, créera de nouvelles opportunités de travail et voyages pour les Britanniques et les Australiens», souligne le gouvernement



• Scott Morrison et Boris Johnson. AFP

britannique. Londres vante un texte «fait sur mesure pour l'économie britannique» notamment dans les domaines où le pays est «un leader mondial, comme la technologie et le numérique».

Visas de travail

Les professionnels britanniques du secteur des services, notamment les architectes, avocats ou chercheurs, auront accès à des visas de travail en Australie: «c'est plus que l'Australie a jamais offert à un autre pays dans un accord de libre-échange», se félicite le ministère du Commerce international. Ce compromis «dope nos chances de rejoindre le traité commercial transpacifique (CPTPP)», qui regroupe onze pays d'Amérique et d'Asie et pèse «8400 milliards de livres en PIB». Le président de l'organisation patronale CBI, Karan Bilimorian a salué un accord «complet et moderne», qui «ouvre de

nouvelles frontières pour les entreprises britanniques». Le Royaume-Uni a déjà obtenu des accords avec l'UE, de loin son premier partenaire commercial, le Japon, la Nouvelle-Zélande, ou encore avec des pays européens non-membres de l'UE, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Le pays discute avec l'Inde et a lancé début octobre les négociations pour un accord de libre-échange avec les six pays arabes du Golfe et cherche aussi à renforcer ses liens commerciaux avec les États-Unis, sans avoir pu décrocher pour l'heure de promesse de Washington. Boris Johnson avait appelé à quitter l'UE en promettant que le Royaume-Uni aurait plus de potentiel économique en faisant cavalier seul, vantant son concept de «Global Britain», ou «Grande-Bretagne planétaire».

(AFP)

Fraude fiscale

Une influenceuse star a disparu de l'internet chinois

Viya, l'une des célébrités en Chine les plus influentes sur internet a disparu mardi des principaux réseaux sociaux du pays au lendemain d'une lourde condamnation pour fraude fiscale.

L'influenceuse Viya, considérée en Chine comme une figure emblématique du «téléachat» 2.0, est l'une des personnalités les plus en vue du commerce en ligne. Elle compte 110 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux et est connue pour ses vidéos dans lesquelles elle passe au crible des produits et propose d'importants rabais. Sa notoriété lui vaut d'être fréquemment sollicitée par les marques et d'être à la tête d'un petit empire. Viya a été épinglée lundi pour fraude

fiscale et condamnée à payer à l'État chinois 1,3 milliard de yuans (188 millions de francs), soit l'une des plus lourdes sanctions à l'encontre d'une célébrité. Mardi, les principaux comptes de l'influenceuse étaient introuvables sur l'internet chinois. Son compte Taobao, propriété d'Alibaba, sur lequel Viya faisait des directs pour promouvoir des produits du champion du e-commerce était inaccessible.

Censure étatique



• L'influenceuse Viya, ici en avril 2021, n'était plus visible sur les principaux réseaux sociaux chinois mardi. AFP

Alibaba n'avait dans l'immédiat pas réagi à une demande d'explication de l'AFP. Les recherches sur les réseaux sociaux Weibo (équivalent à Twitter) et Douyin (version chinoise de TikTok) ne donnaient par ailleurs aucun résultat. L'internet en Chine est strictement encadré et les censeurs du pays n'hésitent pas à plonger dans l'anonymat numérique individus ou entreprises dans le collimateur du pouvoir communiste.

Vendeuse à succès

Viya est une figure incontournable du commerce en ligne. Ses téléachats sur smartphone sont suivis au quotidien par des millions de consommateurs chinois, généralement jeunes et avides de nouvelles technologies. Selon la presse locale, Huang Wei de son nom au civil a vendu pour 8,5 milliards de yuans (1,87 milliard de francs) de produits en une seule soirée en novembre, à l'occasion de la Fête des célibataires qui donne lieu à des promotions monstres.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Une bonne intuition vous permettra de profiter des fluctuations du marché pour réussir une opération avantageuse. Mais ne prenez pas de risques inutiles : votre chance restera plutôt limitée.

Taureau Veillez à ne pas vous lancer dans des dépenses non indispensables, si petites soient-elles, car elles sont susceptibles en ce moment de déséquilibrer votre budget et de vous causer des soucis qui auraient pu être évités avec un peu de clairvoyance. Sachez que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque).

Gémeaux Vous ne ménagerez pas votre peine pour améliorer votre pouvoir d'achat. Vous chercherez à gérer avec soin vos finances. Avec le coup de pouce de la planète Neptune, vos efforts seront rapidement récompensés.

Cancer Vous risquez d'être confronté à d'importants problèmes pécuniaires. Ce ne sera pas le moment de jouer aux courses ni à tous les autres jeux de hasard. Méfiez-vous de vos envies d'achat presque irrésistibles.

Lion Organisez-vous pour résister à l'adversité financière qui sera pour bientôt. Ce ne sera pas le moment de prendre les vessies pour des lanternes : les dettes deviendront redoutables. Si vous tenez compte de l'avertissement des astres, vous serez en mesure d'éviter la tempête ou tirer votre épingle du jeu honorablement.

Vierge Le climat sera quelque peu confus dans le domaine financier. Imprévoyance et manque d'organisation pourront valoir à certains natifs de sérieux soucis matériels. Ne ménagez pas vos efforts pour stabiliser la situation.

Balance Jupiter, le maître de la chance et du succès, vous promet une journée faste sur le plan financier. N'hésitez pas à demander une prime quelconque ou, si vous avez des économies, à envisager des placements plus rentables. Attention tout de même au manque de lucidité : ne vous montrez pas trop optimiste ou trop dépensier.

Scorpion L'influence de Mercure sera à double tranchant. Vous aurez du flair pour dénicher les bonnes affaires mais vous aurez un peu trop tendance à accorder légèrement votre confiance. Si vous tombez sur des gens sans scrupule, ils en abuseront sans vergogne.

Sagittaire Rien à craindre sur le plan pécuniaire si vous restez prudent et raisonnable. Mais si vous avez tendance à être dépensier ou impulsif en affaires, attention à Pluton ! Assez négatif, cet astre ne vous fera pas de cadeau si vous prenez trop de risques. Méfiez-vous des envies d'achats ruineux. Méfiez-vous également des idées farfelues qui pourront vous passer par la tête concernant des placements ou des investissements.

Capricorne Grâce au coup de pouce de Neptune, votre situation financière aura tendance à s'améliorer assez sensiblement. Méfiez-vous cependant de votre meilleur ami, qui pourrait vous entraîner à la dissipation tout en vous voulant sincèrement du bien. Rappelez-vous que "les dissipateurs sont les frères de Satan" (le Coran).

Verseau Vous préférerez remplir votre bas de laine, et vous aurez raison, vu les influx planétaires de la journée. L'heure sera à l'économie. Pour certains natifs, dépenses imprévues et importantes ; pour d'autres, des complications inextricables à propos d'un héritage, d'une succession, ou de tout ce qui touche le patrimoine.

Poissons Redoublez de vigilance en matière financière. Vous serez en effet tenté d'accorder trop facilement votre confiance. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures financières hasardeuses par des personnes peu fiables. Ouvrez l'oeil ! Evitez, également, de dépenser à tort et à travers. Vous devrez absolument vous résoudre à être plus rigoureux dans la gestion de vos finances, et apprendre à ne plus céder à toutes vos envies d'achat tout en "oubliant" de régler vos charges.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



**AMBASSADE
DE FRANCE
AU TOGO**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coopération
et d'action culturelle**

Campagne de bourse d'études en France Année universitaire 2022/2023

L'ambassade de France, à travers son service de coopération et d'action culturelle, octroie des bourses d'études en France aux meilleurs étudiants togolais. Les critères d'éligibilité en 2022 sont les suivants :

- Être de nationalité togolaise (les candidats franco-togolais ne sont pas éligibles) ;
- Être âgé au 31/12/2022 de : moins de 28 ans pour le master 2 et moins de 30 ans pour le doctorat ;
- Créer un compte [Etudes en France](#), soumettre le dossier et payer les frais ;
- Se destiner à un master 2 ou une thèse en alternance ;
- Être titulaire d'un :
 - master 1 ou équivalent pour les bourses de master 2 ;
 - master 2 ou équivalent pour les études de doctorat ;
- Avoir obtenu ce diplôme avec une moyenne minimum de :
 - pour les études de master 2 : 12/20 au master 1 ou équivalent (Bac+4) ;
 - pour les études de doctorat : 12/20 au master 2 ou équivalent (Bac +5).

Bénéficiaire d'un cofinancement constitue un atout supplémentaire ainsi que présenter une candidature s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat interuniversitaire franco-togolais.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les candidatures dans les domaines culturels sont les bienvenues.

Comment postuler ?

L'ensemble des pièces ci-dessous doit être transmis **obligatoirement par courrier électronique en fichiers séparés dans un dossier compressé au plus tard le vendredi 11 février 2022**, délai de rigueur :

- Lettre de motivation (1 page maximum) adressée au conseiller de coopération et d'action culturelle, précisant l'adéquation de la formation visée avec le projet professionnel ;
- Indication précise du diplôme visé (intitulé et type d'établissement) ;
- Curriculum vitae détaillé ;
- Relevés de notes depuis la dernière année de licence ;
- Dernier diplôme obtenu ou attestation de réussite au diplôme ;
- Carte d'identité ou passeport togolais ;

Numéro de dossier Études en France (le dossier doit être soumis et payé, sauf pour le doctorat) ;

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/etudesenfrance/dyn/public/authentification/login.html>

- Le cas échéant, l'engagement de cofinancement ;
 - Pour les doctorants : le sujet de thèse, le calendrier détaillé des alternances, la lettre de présentation du directeur de thèse de l'établissement d'accueil ainsi qu'une lettre de recommandation émanant d'une personnalité du monde universitaire ou de la recherche.
- Le SCAC s'engage à financer au maximum 1 séjour de 3 mois par an durant 3 années consécutives** auprès du laboratoire d'accueil.

Adresse d'envoi unique : cooperationfrancetogo@gmail.com

Il convient de mentionner dans **l'objet du message** vos **noms et prénoms** ainsi que la formule « **Bourses 2022** »

Au courrier électronique doit être joint le tableau de renseignements suivant en fichier Excel :

Nom	Prénoms	Date de naissance	N° de tél	E-mail	Ville/Pays de résidence	Intitulé du dernier diplôme	Nom de l'établissement d'obtention	Intitulé du diplôme souhaité en France	Nom du ou des établissements souhaités en France

Les dossiers complets et recevables sont examinés par un jury international. Les candidats présélectionnés seront reçus pour des entretiens.

La décision finale sera annoncée au mois de juin 2022.

Veillez à respecter l'ensemble de ces instructions
Tout dossier incomplet ne sera pas pris en considération

Fêtes de fin d'année au Togo

Les ressortissants chinois au chevet des enfants vulnérables

L'ambassade de Chine et les ressortissants de Chine au Togo ont fait ce lundi 20 décembre 2021 à Lomé, un don de vivres et de non vivres à l'Agence Nationale de Solidarité (ANS).

● Bernard AFAWOUBO

Les fêtes de fin d'année s'annoncent et les parents se bousculent pour mettre leurs enfants dans les meilleures conditions de fête. Alors que l'autre côté, certains enfants ne savent pas à quel saint se vouer. Pour voler à leur secours, l'ambassade de Chine et les ressortissants de Chine au Togo se sont mobilisés pour la cause des enfants vulnérables à l'occasion des fêtes de fin d'année. Financé à plus de douze millions FCFA, ce lot de vivres et non vivres qui est mis à disposition de l'Agence Nationale de Solidarité pour fêter aux enfants des centres d'accueils du pays, seront distribués en suivant un mécanisme bien défini. A en croire, Jiang-Hongwei, vice-président des Ressortissants de Chine au Togo, ce geste entre dans le cadre de la coopération entre les deux pays et témoigne de la volonté d'assurer le bien-être des populations. « La charité est une vertu traditionnelle de la nation chinoise. Et comme de coutume, à chaque fin d'année nous faisons ce geste pour les enfants orphelins.



Et cette année, nous avons réitéré le geste pour accompagner les enfants orphelins pour qu'ils fêtent Noël dans la joie », a-t-il indiqué. « Le ministère de l'Action sociale a initié le projet Noël pour enfant pour accompagner les orphelins. Dans ce cadre, des kits ont été distribués mais le besoin reste énorme puisque l'objectif cette année, est de couvrir 4000 enfants orphelins. Et c'est ainsi, que la communauté chinoise et l'ambassade de Chine au Togo comme à l'accoutumée apporte au ministère ce don important constitué non seulement de cadeaux, des jouets mais aussi des vivres. Et ce don vient compléter les efforts du gouvernement », a-t-il déclaré Ferdinand Koffi Gani, directeur de cabinet du

ministère de l'Action sociale. « Généralement, l'identification des bénéficiaires se fait par les directeurs régionaux en collaboration avec les directions préfectorales. Et par rapport à ce don que nous venons de réceptionner, nous allons les répartir dans toutes les régions pour que nos répondants qui sont sur le terrain puissent les convoier jusqu'à destination », a laissé entendre Bitho Dogbla, directeur de l'Agence Nationale de Solidarité. Ces dons réceptionnés sont composés des sacs de riz, des bidons d'huile végétale, des détergents, des pâtes alimentaires, des cartons de sardines et tomates de conserve, des ballons, des jouets, des chaussures et un tricycle.

Real Madrid

La réaction à chaud de Karim Benzema après son doublé

Une fois encore, Karim Benzema a été décisif lors de la victoire des siens à Bilbao sur le score de 2-1. Un doublé en tout début de rencontre, avec un premier but de belle facture. Il a même été ovationné par le public basque lors de son remplacement en toute fin de rencontre.

Devant les caméras de Movistar, il avait le sourire. « J'aime ça. C'est un grand stade, ça me rend heureux, mais la victoire me rend encore plus heureux. Gagner ici c'est bien. Ce fut un bon match pour nous, face à un très bon rival. On a souffert, mais les grandes équipes savent le faire », a expliqué le Français, qui fera sûrement encore la une des journaux madrilènes jeudi matin.



● Karim Benzema célèbre son golazo face à l'Atlético de Madrid ©Maxppp

Avec footmercato.net

Fêtes de fin d'année

De nouvelles mesures édictées pour lutter contre le Covid-19

Le gouvernement togolais a annoncé ce jeudi 23 décembre 2021, de nouvelles mesures en ce qui concerne les veillées de Noël et de nouvel an sur toute l'étendue du territoire national.

● Bernard AFAWOUBO

La crise sanitaire liée au coronavirus continue de dictée sa loi aux pays du monde entier. En cette période de fête de fin d'année, les mesures sont prises ici et là dans le souci de protéger les populations contre la propagation de cette pandémie. Au Togo, le gouvernement vient de prendre quelques mesures en ce qui concerne les célébrations des veillées de Noël et de nouvel an. Ainsi, à travers un communiqué rendu public ce jeudi 23 décembre 2021, par Payadowa Boukpepsi, ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et du Développement des Territoires, de nouvelles mesures sont annoncées. « Pour tenir compte de la recrudescence ces derniers jours, de la pandémie à la Covid-19, marquée par une forte augmentation du nombre de cas qui passe de 24 cas le 15



décembre à 169 cas le 21 décembre, soit une positivité qui s'accroît de 2,5% à 12,5%, installant ainsi à nouveau notre pays dans la zone rouge de la progression de la pandémie et l'apparition du variant Omicron très contagieux, détecté dans plus de 25% des cas positifs, les célébrations des veillées de Noël (le 24 décembre) et de nouvel an (le 31 décembre) seront célébrées de 18h30 à 21h sur toute l'étendue du territoire national » indique la communiqué. « Lesdites célébrations doivent se faire dans le respect des mesures édictées par le gouvernement

et déjà communiquées dans le cadre de la lutte contre cette pandémie, notamment la nécessité de se faire vacciner pour se protéger et protéger les autres » poursuit le communiqué. Il a par ailleurs précisé que toute autre célébration nocturne de cultes est interdite. Le ministre Payadowa Boukpepsi compte sur le comportement positif de tout un chacun afin d'aboutir ensemble à l'immunité collective dans le cadre de la lutte contre cette pandémie à la Covid-19 qui sévit dans tous les pays du monde en ce moment

Approche basée sur les droits de l'homme

Des acteurs étatiques se familiarisent à l'ABDH

Le Collectif contre l'Impunité au Togo (CACIT), en collaboration avec le ministère des droits et des relations avec les institutions, avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED) forme depuis ce lundi 20 décembre 2021, 25 acteurs étatiques en vue de les familiariser à l'Approche basée sur les droits de l'homme (ABDH) dans le cadre du projet « Initiative pour le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) ».

L'objectif de cette formation prévue sur trois jours est de renforcer les compétences des acteurs étatiques sur l'ABDH et de promouvoir cette approche afin de sa prise en compte dans l'élaboration et le suivi des politiques et programmes de développement. « Le CACIT a contribué au contrôle citoyen de l'action publique pour une amélioration de la gouvernance, ainsi que du renforcement de la gouvernance locale au Togo. Plusieurs activités réalisées ont permis de mettre en place une plateforme virtuelle sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) dénommée (Presimetre.tg)

qui permet aux citoyens de suivre, d'évaluer les actions du gouvernement et de donner leurs appréciations sur la mise en œuvre des politiques publiques. C'est pour dire toute la nécessité pour les acteurs étatiques de vous approprier le concept de l'approche basée sur les Droits de l'Homme pour une meilleure prise en compte dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques afin d'améliorer la gouvernance au Togo. A l'issue de cet atelier, des indicateurs de mise en œuvre seront élaborés sur la base de six (06) domaines à savoir, l'équité, égalité, genre et autonomisation de la femme ; l'éducation et la

formation professionnelle ; la santé et l'amélioration du cadre de vie ; le développement local ; la protection sociale et civile ; la justice équitable et les droits humains » a indiqué Justin Badjaliwa, Représentant du Directeur Exécutif du CACIT. Ces 25 acteurs étatiques ont pris des notions sur les droits de l'homme et sa place dans le développement humain. Il s'agit de se familiariser à l'ABDH et de promouvoir cette approche afin de sa prise en compte dans l'élaboration et le suivi des politiques et programmes.

Avec linterview.info

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs

(% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

NOUVEAUX PACKS

Sanlam AUTO

L'ASSURANCE QUI ME DONNE LE CHOIX

- 🏆 PACK AVANTAGE
- 📈 PACK ÉVOLUTIVE
- 🪑 PACK CONFORT
- 🦋 PACK LIBERTÉ



Contactez-nous

22 53 59 00
22 22 98 98

www.tg.sanlam.com



Vivez en toute confiance